



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. limitée  
20 septembre 2011  
Français  
Original: anglais

---

**Conseil du commerce et du développement**

**Cinquante-huitième session**

Genève, 12-23 septembre 2011

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du  
développement sur sa cinquante-huitième session**

Tenue au Palais des Nations à Genève, du 12 au 23 septembre 2011

**Table des matières**

	<i>Page</i>
Comité de session II	
Résumé du Président .....	2
Le développement économique en Afrique: Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial .....	2

## Résumé du Président

### Comité de session II

#### **Le développement économique en Afrique: Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial**

(Point 6 de l'ordre du jour)

1. Les travaux du Conseil du commerce et du développement sur ce point de l'ordre du jour se sont appuyés sur le *Rapport 2011 sur le développement économique en Afrique*, sous-titré *Promouvoir le développement industriel dans le nouvel environnement mondial*. Il a été souligné que le *Rapport 2011* présentait un intérêt spécial pour deux raisons. Premièrement, il était publié conjointement par le secrétariat de la CNUCED et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Deuxièmement, il traitait de l'industrialisation, d'une importance critique face au chômage croissant en Afrique. Le principal message du *Rapport* était que l'Afrique avait besoin d'une nouvelle politique industrielle pour réaliser des transformations structurelles, créer des emplois et réduire la pauvreté dans la région. Le *Rapport 2011* faisait fond sur les rapports de 2009 et 2010 et s'inscrivait dans la continuité des travaux de la CNUCED sur le renforcement des capacités productives en Afrique.

2. La nouvelle politique industrielle proposée prévoyait que l'État apporte un appui aux entrepreneurs, mais rendait aussi ces derniers comptables des résultats ou de l'absence de résultats. Elle prévoyait également la mise en place de mécanismes fiables de suivi et d'évaluation, ainsi que l'instauration d'un dialogue avec le secteur privé. D'autres recommandations importantes concernaient la promotion de l'innovation scientifique technologique, la création de liens intersectoriels au sein de l'économie nationale, le développement des capacités gouvernementales, la promotion de l'entrepreneuriat, le renforcement de l'intégration régionale et le maintien de la stabilité politique dans la région.

3. De nombreux participants se sont félicités des recommandations formulées dans le *Rapport* et ont exprimé leur satisfaction à la CNUCED et à l'ONUDI pour la qualité et la pertinence des analyses présentées. Plusieurs représentants ont demandé à la CNUCED de faire traduire le *Rapport* en espagnol pour en faciliter la diffusion en Amérique latine.

4. Plusieurs participants ont souligné l'importance d'intégrer le développement agricole dans les stratégies industrielles aux fins d'une croissance équitable. L'interdépendance entre agriculture et industrie a été jugée essentielle, en particulier en Afrique subsaharienne, où une grande partie de la main-d'œuvre était employée dans l'agriculture. Dans ce contexte, les participants ont souligné la nécessité de mettre en œuvre des politiques industrielles favorables à l'emploi en Afrique.

5. Quelques participants ont indiqué que l'Afrique avait besoin de sources de financement stables et prévisibles pour son industrialisation et son développement à long terme. Le continent était extrêmement dépendant de sources extérieures de financement qui étaient hautement imprévisibles et instables. La dépendance à l'égard de sources extérieures de financement aggravait l'instabilité macroéconomique et rendait également les pays africains vulnérables aux chocs extérieurs. Un moyen pour ces pays de réduire leur dépendance était d'intensifier la mobilisation des ressources intérieures, ce qui passait par le renforcement des capacités productives y compris des capacités industrielles. Dans ce

contexte, les participants ont instamment demandé à la CNUCED de poursuivre ses travaux de recherche sur le développement en Afrique, en accordant une attention particulière à la transformation structurelle, à la diversification économique, aux politiques industrielles et commerciales dans un environnement mondial changeant, à l'intégration régionale et à la mobilisation des ressources intérieures.

6. Les participants ont invité les pays africains à s'inspirer de l'expérience et des enseignements d'autres régions, telles que l'Asie et l'Amérique latine. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, outre l'intégration régionale, ont été considérées comme des moyens importants, complémentaires des partenariats Nord-Sud, de promouvoir le développement industriel en Afrique.

7. Plusieurs participants ont reconnu qu'il était important et nécessaire, pour stimuler le développement industriel, de renforcer les initiatives engagées par différentes organisations régionales en Afrique, en particulier le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA).

8. Il était également fondamental d'assurer la cohérence entre les politiques commerciales et les politiques industrielles. La réduction de la marge d'action en raison de l'adoption de nouvelles règles commerciales internationales a été jugée préoccupante, et plusieurs participants se sont demandé si l'Afrique pouvait avoir des stratégies industrielles viables compte tenu des actuelles règles commerciales internationales. À cet égard, il a été indiqué que les politiques industrielles devaient tenir compte des réalités associées à la mondialisation, mais que la mondialisation devrait également être considérée comme une chance, et non pas seulement comme un problème, pour l'Afrique.

9. Il a par ailleurs été estimé que l'industrialisation n'était pas déterminée par le seul facteur des ressources intérieures. Les politiques publiques étaient également importantes pour définir les trajectoires et les stratégies industrielles possibles. Par exemple, le Royaume du Lesotho possédait un vigoureux secteur textile, alors qu'il ne cultivait pas de coton, tandis que la Suisse avait une industrie du chocolat extrêmement compétitive, sans pour autant posséder de plantations de cacao.

10. D'après plusieurs représentants, il fallait encourager la facilitation du commerce interafricain, afin de créer des marchés pour les produits industriels africains. Dans le cadre des politiques industrielles, les mesures de promotion et d'expansion du commerce devaient aussi s'intéresser aux marchés intérieurs, régionaux et internationaux. Les participants ont reconnu le rôle joué par des services modernes dans le processus de développement. D'autres ont insisté sur l'importance de la progressivité de la mise en œuvre des politiques et des stratégies industrielles.

11. Les participants ont évoqué «l'exode des cerveaux» et la fuite des capitaux en tant que facteurs entravant le développement industriel.

12. Il a été proposé que la CNUCED et l'ONUDI élaborent des programmes de renforcement des capacités en collaboration avec des institutions régionales telles que la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU et la Commission de l'Union africaine, afin d'aider les pays africains à concevoir et exécuter des politiques industrielles.